

La colère gronde et grandit

De Marseille à Lille, en passant par Rennes, les salariés du secteur social et médico-social, comme ceux des Missions Locales, dans l'unité avec leurs organisations syndicales, ont décidé de se mobiliser dès le 29 janvier et aussi le 6 février 2025.

Comme partout en France, tous les secteurs du social, médico-social, de la petite enfance, de la protection de l'enfance, de l'insertion et de l'aide à domicile, ils en ont assez.

Avec nous, ils disent STOP au manque de moyens financiers, accentués par l'austérité budgétaire, aux menaces qui pèsent sur leurs emplois, au blocage de leurs salaires, aux conditions de travail dégradées et au mépris affiché par les financeurs et le gouvernement.

Tous les salariés peuvent compter sur la Fédération Nationale de l'Action Sociale Force Ouvrière qui soutient et participera activement à toutes les mobilisations à venir.

Nos revendications sont légitimes, car elles seules peuvent garantir un service à financement public, à égalité de droit, au seul service des personnes ou des jeunes les plus fragiles de notre société, à savoir :

- **Oui au maintien de tous les emplois et l'embauche des postes nécessaires,**
- **Oui à l'arrêt des coupes budgétaires permettant le maintien de tous les services, de tous les établissements et de toutes les associations,**
- **Oui à des financements pérennes dont le budget de la prévention spécialisée dans le Nord, au maintien des financements et à la fin des contrats pluriannuels d'objectifs dans les Missions Locales,**
- **Oui à l'augmentation générale immédiate des salaires, indexés sur le coût de la vie, dont le versement des 183 euros net pour tous,**
- **Oui à la garantie de la prise en charge et à l'accueil inconditionnel des jeunes,**
- **Oui à des moyens à la hauteur des besoins,**
- **Oui au maintien et à l'amélioration de nos conventions collectives,**

La FNAS FO appelle tous ses syndicats à réunir les salariés en assemblées générales, à établir avec eux les cahiers de revendications dans l'unité la plus large et à décider sans attendre des moyens pour les faire aboutir, y compris par la grève.

**Oui, il est temps d'agir et de ne plus subir.
Oui à l'unité Public/Privé contre les politiques d'austérité**

Paris, le 29 janvier 2025